

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble, le 07/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TREDI

ZI INSPIRA - 519 rue Denis Papin
38150 Salaise-Sur-Sanne

Références : 2026 - Is061SPF
Code AIOT : 0006103190

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2026 dans l'établissement TREDI implanté ZI INSPIRA - 519 rue Denis Papin 38150 Salaise-sur-Sanne. L'inspection a été annoncée le 13/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TREDI
- ZI INSPIRA - 519 rue Denis Papin 38150 Salaise-sur-Sanne
- Code AIOT : 0006103190
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société TREDI fait partie du groupe Séché Environnement depuis 2002.

Le site de Salaise emploie approximativement 200 personnes. 70 % des déchets traités sur l'ensemble du site de Salaise proviennent d'une zone de chalandise inférieure à 150 km. La répartition de ces déchets est la suivante : 76 % de déchets dangereux, 2 % de DASRI, 13 %

d'ordures ménagères et 9 % de déchets non dangereux.

Le site comprend trois unités d'incinération et une unité de transit regroupement de déchets :

- L'unité Salaise 1, mise en service en 1985, comprend 2 lignes d'incinération de déchets industriels dangereux faiblement halogénés dont la teneur exprimée en chlore est inférieure à 1 % et faiblement soufrés (teneur en soufre inférieure à 4 %). Sa capacité totale autorisée est de 74 000 t/an pour les deux lignes. Les lignes sont jumelles et indépendantes. Elles sont chacune constituées d'un four rotatif et d'un système de traitement des fumées. Cette unité traite des déchets liquides, solides et gazeux. Les déchets gazeux proviennent essentiellement de la plateforme chimique voisine. Ils sont approvisionnés par tuyauterie.
- L'unité Salaise 2, mise en service en 1992 a la possibilité de prendre en charge des déchets fortement chlorés. Elle est autorisée à traiter 74 000 t/an de déchets. Elle est constituée d'un four rotatif et de son propre système de traitement des fumées.
- L'unité Salaise 3, mise en service en 2001 traite préférentiellement des déchets solides de faible densité (en moyenne 0,2). Elle dispose d'une capacité autorisée de 146 000 t/an. Elle est constituée d'un four à grille et de son propre système de traitement des fumées. Cette unité peut traiter les gaz chlorés de la plateforme en back up des autres unités.
- L'unité Salaise 4 permet le regroupement et le tri de certains déchets afin de les orienter sur les autres unités du site ou vers un autre traitement à l'extérieur.

La chaleur des fumées d'incinération est valorisée pour produire la vapeur nécessaire aux procédés industriels de la plateforme de Roussillon (650 000 t/an - soit la moitié des besoins).

Le site comprend également une station physico-chimique commune à l'ensemble du site permettant le traitement :

- des eaux issues du lavage des fumées d'incinération ;
- des eaux d'écoulement de certaines surfaces imperméabilisées ;

Sur le plan administratif, le site est :

- classé seveso seuil haut compte tenu des quantités et des caractéristiques des déchets dangereux stockés sur le site ;
- soumis à la directive sur les émissions industrielles compte tenu du mode et du tonnage quotidien de déchets traités ;

Les enjeux identifiés pour cet établissement sont principalement :

- les émissions atmosphériques (impact sur la qualité de l'air / risque sanitaire) ;
- les émissions dans l'eau issues du procédé de lavage des fumées par voie humide ;
- les risques incendie /explosion liés à la manipulation de déchets inflammables et à la possibilité de dégagement de fumées toxiques ;
- le risque d'un mélange incompatible de déchets (émanation toxique - mise en pression des équipements)
- le risque de pollutions accidentelles lié aux eaux d'extinction d'un incendie, ainsi que la perte de confinement de produits dangereux pour l'environnement.

À l'échelle de la région, cet établissement fait partie des gros émetteurs d'oxyde d'azote (> 100 t/an) et fait donc l'objet de prescriptions particulières de réduction des émissions en cas de pic de pollution.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suite de l'inspection du 05/11/2025	-	Demande de justificatif à l'exploitant	Variable
14	Suite de la pollution accidentelle du 24/11/2025	Code de l'environnement, article R. 512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette inspection, il n'a pas été relevé de non-conformité.

Le suivi des équipements au titre plan de modernisation des installations industrielles (PMII) apparaît robuste.

Le contrôle des actions correctives prévues par l'exploitant suite à la pollution accidentelle du canal du Rhône par du fioul domestique le 24/11/2025 n'ont pas encore toutes été réalisées. Des justificatifs de réalisation de ces actions correctives sont demandées à l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite de l'inspection du 05/11/2025

Constat – Rapport DREAL du 07/11/2025	Réponse de l'exploitant – Courrier transmis le 05/03/2026	Contrôles réalisés par l'inspection et constats établis – Visite du jour
> Fiche n°1 du rapport – Suite de l'inspection du 17/04/2025 – Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)		
<u>Demande de justificatifs n°1</u> : Bien que les échéances d'interdiction des émulseurs utilisés par l'exploitant ne soient pas encore atteintes, compte tenu de l'arrêt de la commercialisation de ces émulseurs par le fournisseur et de l'ampleur probable des travaux à réaliser pour rendre compatibles les installations de protection incendie du site avec des émulseurs sans PFAS, l'Inspection des installations classées considère qu'il est nécessaire que l'exploitant engage dès à présent un plan d'actions. Par conséquent, l'exploitant transmettra à l'Inspection des installations classées les résultats du diagnostic de compatibilité des installations de protection incendie avec des émulseurs sans PFAS et un plan d'actions avec un échéancier prévisionnel. [Délai : 6 mois]	L'exploitant indique que le diagnostic de compatibilité des installations de protection incendie va être réalisé de mars à septembre 2026. Sur la base de ce diagnostic, il prévoit d'établir un plan d'actions en octobre 2026 pour la mise en conformité des installations d'extinction d'incendie.	<u>Demande de justificatifs n°1 (maintenue)</u> : Bien que les échéances d'interdiction des émulseurs utilisés par l'exploitant ne soient pas encore atteintes, compte tenu de l'arrêt de la commercialisation de ces émulseurs par le fournisseur et de l'ampleur probable des travaux à réaliser pour rendre compatibles les installations de protection incendie du site avec des émulseurs sans PFAS, l'Inspection des installations classées considère qu'il est nécessaire que l'exploitant engage dès à présent un plan d'actions. Par conséquent, l'exploitant transmettra à l'Inspection des installations classées les résultats du diagnostic de compatibilité des installations de protection incendie avec des émulseurs sans PFAS et un plan d'actions avec un échéancier prévisionnel. [Délai : 7 mois]
> Fiche n°1 du rapport – Suite de l'inspection du 17/04/2025 – Salaise 4 – État des stocks		
<u>Non-conformité n°1</u> : Des aérosols, visés par les rubriques 4320 et 4321, sont stockés sur la plateforme Salaise 4 alors que ce stockage n'est pas autorisé par l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°2015 du 12 octobre 2015. L'exploitant doit supprimer ce stockage d'aérosols sur Salaise 4 ou régulariser ce stockage en déposant un dossier de porter à connaissance conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Dans l'attente de l'élimination ou de la régularisation de ce stockage, l'exploitant doit mettre en œuvre des mesures compensatoires pour assurer la sécurité incendie de ces stockages et éviter les effets missiles en cas d'incendie en particulier au niveau du stockage d'aérosols hors armoires.	Le porter à connaissance relatif au transfert du stockage d'aérosols de Salaise 3 vers Salaise 4 a été transmis le 12 janvier 2025. Dans l'attente de la décision administrative, l'exploitant indique maintenir l'ensemble des mesures compensatoires de sécurité incendie.	Le porter à connaissance relatif au transfert du stockage d'aérosols de Salaise 3 vers Salaise 4 va faire l'objet d'une instruction spécifique en dehors du cadre de la présente inspection.

> Fiche n°2 du rapport – PFAS dans les rejets atmosphériques		
<u>Demande de justificatifs n°2</u> : L'exploitant transmettra les résultats des mesures des PFAS dans les rejets atmosphériques des quatre lignes d'incinération dans GIDAF à réception des résultats.	Les résultats des mesures de PFAS dans les rejets atmosphériques ont été versés sur GIDAF.	Point soldé
> Fiche n°3 du rapport – Mesure de maîtrise des risques NBC1		
<u>Demande de justificatifs n°3</u> : L'exploitant informera l'Inspection lorsque les travaux de création du nouveau hangar de stockage au nord de Salaise 2 seront terminés. Dans l'attente de la fin des travaux du nouveau hangar, l'exploitant doit maintenir sa mesure compensatoire consistant à ne plus recevoir sur son site les déchets toxiques en petit conditionnement dont les effets toxiques irréversibles (SEI) sont modélisés à des distances supérieures à 16 mètres.	L'exploitant confirme que les travaux du nouveau hangar de stockage au nord de Salaise 2 sont en cours et devraient être achevés au 2 ^e trimestre 2026 et que la mesure compensatoire, consistant à limiter temporairement la réception des déchets toxiques en petit conditionnement dont les effets toxiques modélisés dépassent 16 mètres, est bien mise en œuvre, afin de supprimer temporairement le scénario TBS2.	<u>Demande de justificatifs n°2 (maintenue)</u> : L'exploitant informera l'Inspection lorsque les travaux de création du nouveau hangar de stockage au nord de Salaise 2 seront terminés. Dans l'attente de la fin des travaux du nouveau hangar, l'exploitant doit maintenir sa mesure compensatoire consistant à ne plus recevoir sur son site les déchets toxiques en petit conditionnement dont les effets toxiques irréversibles (SEI) sont modélisés à des distances supérieures à 16 mètres.
> Fiche n°4 du rapport – SGS – Gestion des modifications		
<u>Non-conformité n°2</u> : L'organisation de la gestion des modifications actuellement appliquée par l'exploitant ne permet pas de s'assurer que toutes les actions à mettre en œuvre avant la mise en service de la modification, jugées comme nécessaires lors de l'évaluation des impacts de la modification et inscrites dans la fiche de demande de modification, ont bien été mises en œuvre. Dans ces conditions, il n'est pas établi que toutes les mesures nécessaires à garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement sont bien prises.	L'exploitant indique avoir fait évoluer sa fiche de gestion des modifications en précisant par une mention explicite que toute action identifiée comme nécessaire lors de l'analyse d'impact doit obligatoirement être réalisée avant la mise en service de la modification, sauf justification formalisée et validée. Il a également instauré un suivi des demandes de modification en cours avec une réunion bi-mensuelle qui vise à suivre les modifications en cours, vérifier la réalisation des actions préalables à la mise en service de la modification et à formaliser la clôture	Entre l'étape « validation ou refus de la demande » et l'étape « clôture », l'Inspection considère qu'il manque une étape de contrôle avant la mise en service de la modification. En effet, avec l'organisation décrite dans la fiche de gestion des modifications, il ne peut être exclu qu'une modification soit mise en service entre deux réunions de suivi bi-mensuelles alors que lors de la réunion précédente il avait été constaté que certaines actions préalables à la mise en service restaient encore à réaliser.

<p>Observation n°1 : L'organisation de la gestion des modifications pourrait notamment être améliorée sur les aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans les fiches de demande de modification, il pourrait être précisé si les actions jugées comme nécessaires lors de l'évaluation des impacts de la modification et inscrites dans la fiche de demande de modification doivent être impérativement réalisées avant la mise en service de la modification ou si certaines actions peuvent être réalisées après et dans ce cas préciser l'échéance de réalisation ; • Formaliser la réalisation effective des actions jugées comme nécessaires lors de l'évaluation des impacts de la modification et inscrites dans la fiche de demande de modification ; • Avant l'accord de mise en service de la modification, veiller au contrôle de la réalisation de toutes les actions à mettre en œuvre avant la mise en service de la modification, jugées comme nécessaires lors de l'évaluation des impacts de la modification et inscrites dans la fiche de demande de modification ; • Formaliser la réception des modifications de manière à s'assurer qu'elles ont été réalisées conformément aux attendus ; • Clore les fiches de demande de modification lorsque la modification a été réalisée, ainsi que toutes les actions jugées comme nécessaires lors de l'évaluation des impacts de la modification et inscrites dans la fiche de demande de modification. 	<p>des modifications.</p>	<p><u>Demande de justificatifs n°3 : Justifier comment est garanti que toutes les actions obligatoires identifiées dans la fiche de gestion de la modification ont bien été réalisées avant la mise en service de la modification ou faire évoluer la procédure de gestion des modifications pour prévoir une étape de contrôle systématique que les actions obligatoires ont bien été réalisées avant la mise en service de la modification.</u></p>
--	---------------------------	--

N° 2 : PMII – Recensement des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêtés Ministériels du 03/10/2010 et du 04/10/2010
Thème(s) : Risques accidentels, Recensement des réservoirs
Prescription contrôlée : > <u>Arrêté ministériel du 03/10/2010</u> <u>Article 29</u> <i>29-1. Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement.[...]</i> > <u>Arrêté ministériel du 04/10/2010</u> <u>Article 4</u> <i>4-1. Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée : - supérieure à 10 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou - supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou - supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df. [...]</i> <u>Article 2-1 de l'arrêté du 4 octobre 2010</u> <i>Les dispositions de la présente section s'appliquent également aux déchets, présents ou susceptibles d'être présents au sein d'une installation soumise au présent arrêté, et qui présentent ou sont susceptibles de présenter, dans les conditions régnant dans cette installation, des propriétés équivalentes pour ce qui est de leur potentiel d'accident majeur. Ces déchets sont provisoirement affectés aux classes, catégories et mentions de danger les plus proches ou de la substance ou du mélange dangereux désigné le plus proche. Ils sont assimilés à des substances ou mélanges dangereux au sens de la présente section. Pour ces déchets, l'annexe I précise les modalités d'entrée en application des dispositions de la présente section.</i> Constats : Le site est soumis à autorisation, entre autres, pour son stockage de déchets de liquides inflammables. Les dispositions de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 et de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 s'appliquent donc au site. À la demande de l'Inspection, l'exploitant a présenté la liste des réservoirs du site suivi au titre du PMII. En comparant cette liste avec la liste des réservoirs indiquée dans l'étude de dangers du site, l'Inspection relève que : <ul style="list-style-type: none">• Les réservoirs B117 et B118, contenant des déchets spéciaux et d'un volume de 30 m³ chacun, sont intégrés au PMII en raison de leur classement H400. Dans l'étude de dangers, il est indiqué que les déchets contenus dans ces deux réservoirs sont classés H411 mais pas H400. En revanche, la déclaration Seveso du site prend en compte que les déchets spéciaux stockés dans ces deux réservoirs peuvent être classés H400. La prochaine révision de l'étude de dangers devra être mise en cohérence avec les mentions de dangers des déchets spéciaux réellement stockés.• Les réservoirs B400 et B401, contenant de l'acide chlorhydrique 33 % et d'un volume de

47m³ chacun, ont été intégrés au PMII à l'initiative de l'exploitant suite à l'étude séisme du site.

- Le silo 3R595 contenant des REFIDIs a été intégré au PMII à l'initiative de l'exploitant par anticipation d'une prochaine révision de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.
- Les réservoirs de fioul domestiques B12, B13, B119 et 3R0342 ont une capacité unitaire équivalente inférieure à 10 m³ et ne sont donc pas soumis au PMII.

Ainsi, les réservoirs soumis au PMII recensés par l'exploitant sont les suivants : B05, B06, B11, B07, B08, B09, B10, B103, B104, B105, B106, B107, B108, B109, B110, B113, B114, B115, B116, B117, B118, B400, B401, 3R595.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : PMII – Réservoirs – État initial

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010

Thème(s) : Risques accidentels, PMII – Réservoirs – État initial

Prescription contrôlée :

> Arrêté ministériel du 03/10/2010

Article 28

Chaque réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un dossier de suivi individuel comprenant a minima les éléments suivants, dans la mesure où ils sont disponibles :

- date de construction (ou date de mise en service) et code de construction utilisé ;
- volume du réservoir ;
- matériaux de construction, y compris des fondations ;
- existence d'un revêtement interne et date de dernière application ;
- date de l'épreuve hydraulique initiale si elle a été réalisée ;
- liste des produits ou familles de produits successivement stockés dans le réservoir ;
- dates, types d'inspection et résultats ;
- réparations éventuelles et codes utilisés.

Ce dossier est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

> Arrêté ministériel du 04/10/2010

Article 4

[...] 4-2. L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.

[...]

Constats :

L'exploitant a indiqué avoir établi l'état initial de chaque équipement intégré au PMII. Cet état initial est aussi la fiche de vie de l'équipement sur laquelle sont enregistrées les dates d'inspections, les éventuelles réparations ou modifications de l'équipement.

À la demande de l'Inspection, l'exploitant a présenté les états initiaux des réservoirs B06 et B114.

Les états initiaux comprennent les éléments demandés à l'article 28 de l'arrêté du 03/10/2010 et à l'article 4 de l'arrêté du 04/10/2010.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : PMII – Réservoirs – Programme d'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010

Thème(s) : Risques accidentels, PMII – Réservoirs – Programme d'inspection

Prescription contrôlée :

> Arrêté ministériel du 03/10/2010

Article 29

29-1. Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement.

Ce plan comprend :

- des visites de routine ;
- des inspections externes détaillées ;
- des inspections hors exploitation détaillées pour les réservoirs de capacité équivalente de plus de 100 mètres cubes. Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection.

> Arrêté ministériel du 04/10/2010

Article 4

[...] 4-2. [...] A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir.

Pour les réservoirs mis en service avant le 1er janvier 2011 :

[...] - le programme d'inspection est défini avant le 30 juin 2012.

Pour les réservoirs mis en service à compter du 1er janvier 2011, le programme d'inspection est défini au plus tard douze mois après la date de mise en service. [...]

Constats :

Le suivi des équipements au titre du PMII est réalisé par le SIR OSIRIS depuis 2022.

Interrogé sur la manière dont le programme d'inspection des réservoirs soumis au PMII est établi, l'exploitant a indiqué que des réunions ont lieu tous les semestres entre le SIR OSIRIS et TREDI pour évoquer notamment les prochaines échéances de contrôles des réservoirs et planifier les dates des contrôles.

L'exploitant a présenté le programme d'inspection de l'ensemble des réservoirs. Dans ce programme sont notamment indiquées les dernières inspections réalisées et les échéances des prochaines inspections externes détaillées (quinquennales) et des prochaines inspections hors exploitation détaillées (décennales).

Par sondage, l'Inspection a contrôlé le programme d'inspection des réservoirs B06 (déchets organique HPC) et B114 (déchets aqueux BPC) :

<u>Réservoir B06</u>	Date dernière inspection	Échéance prochaine inspection
Inspection externe détaillée	15/07/2024	14/07/2029
Inspection hors exploitation	12/07/2019	09/07/2029

Les échéances prévues pour le réservoir B06 respectent les périodicités fixées par l'arrêté du 03/10/2010.

<u>Réservoir B114</u>	Date dernière inspection	Échéance prochaine inspection
Inspection externe détaillée	02/10/2025	01/10/2030
Inspection hors exploitation	21/02/2024	21/02/2029

Les échéances prévues pour le réservoir B114 respectent les périodicités fixées par l'arrêté du 04/10/2010. L'exploitant a précisé que l'échéance de la prochaine inspection hors exploitation du réservoir B114 prévue dans le programme d'inspection a été fixée à 2029, donc à moins de 10 ans de la dernière inspection décennale, car la dernière inspection a conclu à une durée de vie résiduelle de ce réservoir inférieure à 10 ans.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : PMII – Réservoirs – Inspections périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010
Thème(s) : Risques accidentels, PMII – Réservoirs – Inspections périodiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>> Arrêté ministériel du 03/10/2010 Article 29 [...] 29-2. Les visites de routine permettent de constater le bon état général du réservoir et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible. Une consigne écrite définit les modalités de ces visites de routine. L'intervalle entre deux visites de routine n'excède pas un an.</p> <p>29-3. Les inspections externes détaillées permettent de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. Ces inspections comprennent a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une inspection visuelle externe approfondie des éléments constitutifs du réservoir et des accessoires (comme les tuyauteries et les événements) ; - une inspection visuelle de l'assise ; - une inspection de la soudure entre la robe et le fond ; - un contrôle de l'épaisseur de la robe, notamment près du fond ; - une vérification des déformations géométriques éventuelles du réservoir, et notamment de la verticalité, de la déformation éventuelle de la robe et de la présence d'éventuels tassements ; - l'inspection des ancrages si le réservoir en est pourvu ; - des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y a lieu. <p>Ces inspections sont réalisées au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie. Cette échéance est également compatible avec les échéances de maintenance des accessoires présents sur le réservoir lorsque ces opérations de maintenance sont nécessaires pour garantir</p>

l'intégrité du réservoir ou son exploitation de manière sûre. Une fréquence différente peut être prévue par arrêté préfectoral pour les réservoirs liés à des unités de fabrication.

29-4. Les inspections hors exploitation détaillées comprennent a minima :

- l'ensemble des points prévus pour l'inspection externe détaillée ;*
- une inspection visuelle interne approfondie du réservoir et des accessoires internes ;*
- des mesures visant à déterminer l'épaisseur restante par rapport à une épaisseur minimale de calcul ou une épaisseur de retrait, conformément, d'une part, à un code adapté et, d'autre part, à la cinétique de corrosion. Ces mesures portent a minima sur l'épaisseur du fond et de la première virole du réservoir et sont réalisées selon les meilleures méthodes adaptées disponibles ;*
- le contrôle interne des soudures. Sont a minima vérifiées la soudure entre la robe et le fond et les soudures du fond situées à proximité immédiate de la robe ;*
- des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y a lieu.*

Les inspections hors exploitation détaillées sont réalisées aussi souvent que nécessaire et au moins tous les dix ans, sauf si les résultats des dernières inspections permettent d'évaluer la criticité du réservoir à un niveau permettant de reporter l'échéance dans des conditions prévues par un guide professionnel reconnu par le ministère chargé du développement durable.

Ce report ne saurait excéder dix ans et ne pourra en aucun cas être renouvelé. A l'inverse, ce délai peut être réduit si une visite de routine ou une inspection externe détaillée réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie. Cette échéance est également compatible avec les échéances de maintenance des accessoires présents sur le réservoir lorsque ces opérations de maintenance sont nécessaires pour garantir l'intégrité du réservoir ou son exploitation de manière sûre.

29-5. Les écarts constatés lors de ces différentes inspections sont consignés par écrit et transmis aux personnes compétentes pour analyse et décision d'éventuelles actions correctives.

29-6. Les inspections externes et hors exploitation sont réalisées :

- par des services d'inspection de l'exploitant reconnus par le préfet ou le ministre chargé du développement durable ; ou*
- par un organisme indépendant habilité par le ministre chargé de la sécurité industrielle pour toutes les activités de contrôle citées à l'article L. 557-28 du code de l'environnement ; ou*
- par des inspecteurs certifiés selon un référentiel professionnel reconnu par le ministre chargé du développement durable ; ou*
- sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet, apte à reconnaître les défauts susceptibles d'être rencontrés et à en apprécier la gravité.*

[...] Lorsqu'un guide professionnel portant sur le contenu détaillé des différentes inspections est reconnu par le ministre chargé du développement durable, l'exploitant le met en œuvre sauf s'il justifie le recours à des pratiques différentes.

Lorsque les réservoirs présentent des caractéristiques particulières (notamment de par leur matériau constitutif, leur revêtement ou leur configuration) ou contiennent des liquides inflammables de caractéristiques physico-chimiques particulières, des dispositions spécifiques peuvent être adaptées (nature et périodicité) pour les inspections en service et les inspections hors exploitation détaillées sur la base de guides reconnus par le ministre chargé du développement durable.

> Arrêté ministériel du 04/10/2010

Article 4

[...] 4-3. Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède :

- à une visite de routine annuelle dont le but est de constater le bon état général du bac et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ;*
- à une inspection externe détaillée permettant de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date*

prévue pour la prochaine inspection. Cette inspection comprend a minima :

- une inspection visuelle externe approfondie des éléments constitutifs du réservoir et des accessoires (tuyauterie, évent éventuel, etc.) ;
- une inspection visuelle de l'assise ;
- une inspection de la soudure robe fond ;
- un contrôle de l'épaisseur de la robe, notamment près du fond ;
- une vérification des déformations géométriques éventuelles du réservoir, et notamment de la verticalité, de la déformation éventuelle de la robe et de la présence d'éventuels tassements ;
- une inspection des ancrages si le réservoir en est pourvu.

Cette inspection est réalisée au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie « Cette échéance est également compatible avec les échéances de maintenance des accessoires présents sur le réservoir lorsque ces opérations de maintenance sont nécessaires pour garantir l'intégrité du réservoir ou son exploitation de manière sûre.

- pour les réservoirs de plus de 100 m³, à une inspection hors exploitation détaillée du réservoir tous les dix ans comprenant :
- l'ensemble des points prévus pour l'inspection externe détaillée ;
- une inspection visuelle interne approfondie du réservoir et des accessoires internes ;
- des mesures visant à déterminer l'épaisseur restante par rapport à une épaisseur minimale de calcul ou une épaisseur de retrait, conformément, d'une part, à un code adapté et, d'autre part, à la cinétique de corrosion ;
- un contrôle interne des soudures. Seront a minima vérifiées la soudure robe fond et les soudures du fond situées à proximité immédiate de la robe.

Pour les réservoirs mis en service avant le 1er janvier 2011 :

- la première inspection externe détaillée mentionnée ci-dessus, lorsqu'elle est exigée, est réalisée avant le 31 décembre 2013 ou au plus tard cinq ans après la dernière inspection externe détaillée ;
- la première inspection hors exploitation détaillée mentionnée ci-dessus, lorsqu'elle est exigée, est réalisée avant le 31 décembre 2016 ou au plus tard dix ans après la dernière inspection visuelle interne.

Pour les réservoirs mis en service à compter du 1er janvier 2011 :

- la première inspection externe détaillée mentionnée ci-dessus est réalisée dans un délai de cinq ans après la mise en service ;
- la première inspection hors exploitation détaillée mentionnée ci-dessus est réalisée dans un délai de dix ans après la mise en service.

Constats :

Les visites de routines annuelles sont réalisées par TREDI. L'exploitant a établi une fiche type avec la liste des points à contrôler. Les inspections externes détaillées et les inspections hors exploitation sont réalisées par le SIR OSIRIS.

Par sondage, l'Inspection a contrôlé la réalisation des inspections périodiques des réservoirs B06 et B114.

- Réservoir B06

> Visite de routine (annuelle) :

À la demande de l'Inspection, l'exploitant a présenté le dernier rapport de visite de routine du réservoir B06. La dernière visite de routine a été réalisée le 14/01/2026 par TREDI.

Le rapport de visite ne mentionne pas de dégradation du réservoir.

> Inspection externe détaillée (quinquennale) :

L'exploitant a présenté le rapport de la dernière inspection externe détaillée du réservoir B06. Cette inspection a été réalisée le 09/07/2024 par le SIR OSIRIS. Au regard du rapport, la visite d'inspection comprend bien les différents points de contrôle listés à l'article 29-3 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010.

Le rapport d'inspection conclut que « le réservoir est en bon état sur les parties visibles accessibles », mais il met aussi en évidence que « l'étanchéité entre la dépassée et le radier est à reprendre au plus tôt ».

Interrogé sur les suites données à cette observation, l'exploitant a indiqué que les travaux de réparation n'ont pas encore été réalisés, mais a montré que cette observation a été intégrée à son plan d'actions avec un degré d'urgence de 2 sur une échelle de 1 à 3 (1 = mise à l'arrêt du réservoir, 2 = travaux nécessaires, 3 = sans gravité, à surveiller). Dans le plan d'action, l'échéance de réalisation des travaux de réparation est fixée à avant fin 2026. Le SIR OSIRIS indique que l'objectif de la réparation est d'empêcher l'eau de s'infiltrer sous le réservoir afin d'éviter l'apparition de corrosion. Il précise que les actions correctives doivent être réalisées avant la prochaine inspection.

Observation n°1 : La formulation de l'anomalie relevée dans le rapport d'inspection externe détaillée (quinquennale) du 09/07/2024 par le SIR OSIRIS qui indique « l'étanchéité entre la dépassée et le radier est à reprendre au plus tôt » laisse penser à une urgence qui paraît contradictoire avec le positionnement de l'exploitant et du SIR OSIRIS lors de la présente inspection. Les rapports qui font suite aux inspections périodiques pourraient être plus clairs sur les délais attendus suite aux dégradations relevées.

Le rapport stipule qu'à la suite de l'inspection externe détaillée, le réservoir B06 peut être maintenu en service.

> Inspection hors exploitation détaillée (décennale) :

L'exploitant a présenté le rapport de la dernière inspection hors exploitation détaillée du réservoir B06. Cette inspection a été réalisée le 12/07/2019 par la société SIRFULL (le SIR OSIRIS n'a repris le suivi PMII des équipements de TREDI qu'en 2022). Au regard du rapport, la visite d'inspection comprend bien les différents points de contrôle listés à l'article 29-4 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010.

Le rapport d'inspection émet deux observations mais conclut que les observations ne remettent pas en cause la remise en service du réservoir. Les deux observations sont les suivantes :

- Soupape à vérifier par l'exploitant
- Remettre en état les brides de la tuyauterie

L'exploitant a indiqué que les actions correctives relatives à ces deux observations ont été réalisées. A cet effet, il a présenté son tableau de suivi des actions correctives qui mentionne effectivement que ces deux actions ont été réalisées.

Lors de la présente visite des installations, il a été constaté visuellement que l'état du réservoir B06 apparaît cohérent avec les constats relevés dans les rapports d'inspection des dernières visites d'inspections périodiques. Le réservoir apparaît visuellement en bon état.

- Réservoir B114

> Visite de routine (annuelle) :

À la demande de l'Inspection, l'exploitant a présenté le dernier rapport de visite de routine du réservoir B114. La dernière visite de routine a été réalisée le 19/01/2026 par TREDI.

Le rapport de visite mentionne quatre observations :

- traces de corrosion sur la robe du réservoir ;
- présence de corrosion sur piquage vidange ;
- corrosion sur liaison robe toit ;
- corrosion importante sur le toit.

Les actions correctives associées à ces observations ont été intégrées au plan d'actions avec une cotation de 3 (sans gravité, surveillance de l'évolution de la corrosion).

> Inspection externe détaillée (quinquennale) :

L'exploitant a présenté le rapport de la dernière inspection externe détaillée du réservoir B114. Cette inspection a été réalisée le 02/10/2025 par le SIR OSIRIS.

Le rapport d'inspection mentionne le constat suivant : « Constat de corrosion externe avec dégradation ponctuelle en partie basse. Lors de la dernière visite interne, une corrosion par cratères a été constatée en interne. La durée de vie résiduelle calculée était de 12 ans donc jusqu'en 2029 ».

Le rapport stipule qu'à la suite de l'inspection externe détaillée, le réservoir B114 peut être maintenu en service.

> Inspection hors exploitation détaillée (décennale) :

L'exploitant a présenté le rapport de la dernière inspection hors exploitation détaillée du réservoir B114. Cette inspection a été réalisée le 21/02/2024 par le SIR OSIRIS.

Le rapport d'inspection émet l'observation suivante : « corrosion interne et externe. Sur le fond, des cratères de 3,5 mm de profondeur ont été relevés. Sur la virole 1, ils sont de 3 mm sur tôle doublée. La durée de vie résiduelle ramène à 2029 ».

Le rapport conclut que le réservoir peut être maintenu en service mais avec une durée de vie réduite.

Compte tenu de ce constat, l'exploitant a indiqué prévoir une nouvelle inspection hors exploitation en 2028 pour confirmer ou non la mise à l'arrêt du réservoir B114 et son remplacement. Dans l'attente des actions de surveillance de l'évolution des zones de corrosion sont prévues dans le plan d'actions de l'exploitant.

Lors de la présente visite des installations, il a été constaté visuellement que l'état extérieur du réservoir B114 apparaît cohérent avec les constats relevés dans les rapports d'inspection des dernières visites d'inspections périodiques.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : PMII – Recensement des ouvrages (massifs, cuvettes de rétention, supports de tuyauteries, caniveaux/fosses)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, PMII – Recensement des ouvrages
Prescription contrôlée : > <u>Arrêté ministériel du 04/10/2010</u> <u>Article 6</u> <i>Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :</i> <ul style="list-style-type: none">- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante.
Constats : L'exploitant a présenté son tableau de recensement des ouvrages soumis au PMII avec les différents critères. Les ouvrages soumis au PMII recensés par l'exploitant sont tous les massifs des réservoirs de stockages eux-mêmes soumis au PMII, à l'exception du réservoir B11 qui est sur pieds, et les cuvettes de rétention associées à ces réservoirs. L'exploitant a également recensé onze supports de tuyauteries (racks) soumis au PMII : racks n°1 à n°9 et n°11 et n°12. Les racks recensés correspondent aux racks qui supportent les tuyauteries soumises au PMII. En revanche, l'exploitant n'a pas identifié de fosse humide sur son site qui serait soumise au PMII.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : PMII – Ouvrages (massifs, cuvettes de rétention, supports de tuyauteries, caniveaux/fosses)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, PMII – Ouvrages
Prescription contrôlée : > <u>Arrêté ministériel du 04/10/2010</u> <u>Article 6</u> <i>[...] L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.</i>

L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.[...]

Constats :

- Massifs et cuvettes de rétention

À la demande de l'Inspection, l'exploitant a présenté l'état initial du massif et de la cuvette de rétention du réservoir B06.

Interrogé sur la manière dont il a établi le programme de surveillance des massifs et des rétentions, l'exploitant a indiqué suivre le guide DT92. Il a donc prévu une visite annuelle pour les ouvrages de catégories II et une visite quinquennale pour les ouvrages de catégorie I. En application de ce guide, la périodicité des visites de surveillance de la cuvette de rétention et du massif du réservoir B06 est donc annuelle (ouvrage de catégorie II – liquides inflammables).

L'exploitant a présenté le plan d'inspection du massif et de la cuvette de rétention du réservoir B06. Ce plan indique que la dernière inspection a été réalisée le 23/02/2026 et que la prochaine inspection est prévue avant le 22/02/2027. Les échéances sont conformes au programme d'inspection.

- Supports de tuyauteries (racks)

Le programme d'inspection des racks est basé sur le guide DT98. L'exploitant a classé en catégorie I tous les racks sauf le rack n°7 qui supporte la tuyauterie « Filière Directe Liquide de Salaise 2 », lequel est classé en catégorie II.

Ainsi, le programme d'inspection prévoit une inspection du rack n°7 tous les 6 ans et une inspection des autres racks tous les 12 ans.

Par sondage, l'Inspection a contrôlé le programme d'inspection du rack n°7. Le programme d'inspection indique que la dernière inspection du rack n°7 a été réalisée le 24/06/2020 et que la prochaine inspection est prévue avant le 23/06/2026. Ce programme d'inspection est conforme au guide DT98.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : PMII – Ouvrages (massifs, cuvettes de rétention, supports de tuyauteries, caniveaux/fosses)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, PMII – Ouvrages

Prescription contrôlée :

> Arrêté ministériel du 04/10/2010

Article 6

[...] L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial,

inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.

L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.[...]

Constats :

Par sondage, l'Inspection a contrôlé la réalisation des inspections périodiques des massifs et des cuvettes de rétention associés aux réservoirs B06 et B114, ainsi que du rack n°7.

- Massif et cuvette de rétention associés au réservoir B06

À la demande de l'Inspection, l'exploitant a présenté le rapport de la dernière visite de surveillance du massif et de la cuvette de rétention associés au réservoir B06. Cette visite de surveillance a été réalisée le 23/02/2026 par le SIR OSIRIS.

Le rapport de la visite de surveillance conclut que la cuvette de rétention est en bon état général, mais relève un désordre coté D3 (ferraille apparente sur le massif du réservoir) et quelques désordres cotés D1 (présence de mousse...).

À l'issue de cette visite de surveillance, le massif et la cuvette de rétention sont classés en classe 3 pour l'état de ces ouvrages. En application du guide DT92, la classe 3 correspond aux ouvrages dont la structure est dégradée et qui nécessitent des travaux de réparation, mais sans risque grave à brève échéance.

La réparation du massif du réservoir B06 a été réalisée. Lors de la visite du site, l'Inspection a effectivement constaté les reprises du béton sur le massif. Il n'y avait plus de ferraille apparente. La cuvette de rétention du réservoir B06 apparaît en bon état visuellement.

- Massif et cuvette de rétention associés au réservoir B114

En application du guide DT92, la périodicité des visites de surveillance de la cuvette de rétention et du massif du réservoir B114 est quinquennale car ces ouvrages sont classés en catégorie I.

À la demande de l'Inspection, l'exploitant a présenté le rapport de la dernière visite de surveillance du massif et de la cuvette de rétention associés au réservoir B114. Cette visite de surveillance a été réalisée le 11/03/2026 par le SIR OSIRIS.

Le rapport de la visite de surveillance met en évidence plusieurs dégradations dont deux cotées D3 et une cotée D2 :

- ferraille apparente et béton cassé sur le massif → D3
- désagrégation du béton, cailloux apparents sous la purge, plusieurs zones dégradées par des égouttures → D3
- légère cassure du parement béton → D2

À l'issue de cette visite de surveillance, le massif et la cuvette de rétention sont classés en classe 3 pour l'état de ces ouvrages. Le rapport conclut que la fosse est dégradée et que des réparations

doivent être réalisées sous 3 ans.

La réparation du massif du réservoir B114 a été réalisée. Lors de la visite du site, l'Inspection a effectivement constaté les reprises du béton sur le massif. Il n'y avait plus de ferraille apparente.

En revanche, la zone dégradée sous la purge n'a pas encore été reprise. L'Inspection a toutefois constaté que l'exploitant a mis en mesure compensatoire un récipient métallique sous la purge pour récupérer les égouttures et éviter qu'elles ne dégradent encore la rétention. Le plan d'actions présenté par l'exploitant prévoit la reprise de la rétention sous la purge avant le 31/12/2026. Le délai prévu pour la réalisation des actions correctives est conforme au guide DT92.

- Rack n°7

À la demande de l'Inspection, l'exploitant a présenté le rapport de la dernière visite de surveillance du rack n°7. Cette visite de surveillance a été réalisée le 24/06/2020 par la société SIRFULL.

Le rapport ne met pas en évidence de dégradation du rack, il émet juste deux remarques sur l'aspect documentaire (des modifications à faire dans le dossier technique du rack). Le rapport conclut que le rack peut être maintenu en service.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : PMII – Recensement des capacités et tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, PMII – Recensement des capacités et tuyauteries

Prescription contrôlée :

> Arrêté ministériel du 04/10/2010

Article 5

Les dispositions du présent article sont applicables :

- 1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et*
- 2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou*
- 3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou*
- 4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou*
- 5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411, sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas*

susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Article 2-1 de l'arrêté du 4 octobre 2010

Les dispositions de la présente section s'appliquent également aux déchets, présents ou susceptibles d'être présents au sein d'une installation soumise au présent arrêté, et qui présentent ou sont susceptibles de présenter, dans les conditions régnant dans cette installation, des propriétés équivalentes pour ce qui est de leur potentiel d'accident majeur. Ces déchets sont provisoirement affectés aux classes, catégories et mentions de danger les plus proches ou de la substance ou du mélange dangereux désigné le plus proche. Ils sont assimilés à des substances ou mélanges dangereux au sens de la présente section.

Pour ces déchets, l'annexe I précise les modalités d'entrée en application des dispositions de la présente section.

Constats :

L'exploitant a présenté la liste des tuyauteries soumises au PMII. Cette liste a été établie à partir de la liste de toutes les tuyauteries du site de diamètre nominal supérieur à 80 mm, puis des mentions de dangers du fluide contenu dans la tuyauterie et enfin de la présence ou non d'une rétention sous la tuyauterie (critère d'exclusion lié à l'absence de risque environnemental important). Les critères d'inclusion et d'exclusion des tuyauteries au PMII sont formalisés dans un tableau. L'exploitant a notamment exclu du PMII les tuyauteries entre les aires de dépotage et les cuves en raison de la présence de rétention (application du critère environnemental).

Ainsi, l'exploitant a recensé 3 tuyauteries soumises au PMII :

- Tuyauteries liquide BPE
- Tuyauteries filière directe liquide Salaise 2
- Tuyauteries filière directe liquide chaude Salaise 2.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : PMII – Capacités et tuyauteries – État initial et programme de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, PMII – Capacités et tuyauteries – État initial et programme de surveillance

Prescription contrôlée :

> Arrêté ministériel du 04/10/2010

Article 5

[...] L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent..

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.

L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.[...]

Constats :

Par sondage, l'Inspection a contrôlé l'état initial et le programme de surveillance de la tuyauterie « filière directe liquide Salaise 2 ». Cet état initial comprend entre autres les caractéristiques de construction (matériau...) de la tuyauterie et l'historique des interventions.

L'exploitant a précisé que le plan d'inspection des trois tuyauteries soumises au PMII a été calqué sur celui des tuyauteries suivies au titre des équipements sous pression. Ainsi, le plan d'inspection des tuyauteries ne suit pas le guide DT96, mais suit le guide DT32. Sur la base de ce guide, le plan d'inspection prévoit que les trois tuyauteries doivent faire l'objet d'une inspection tous les 60 mois. Cette périodicité est également conforme aux périodicités recommandées par le guide DT92.

La dernière inspection de la tuyauterie « filière directe liquide Salaise 2 » a été réalisée le 02/08/2024 et la prochaine visite est programmée pour le 01/08/2029. La périodicité de contrôle de la tuyauterie est donc respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : PMII – Capacités et tuyauteries – Inspections périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, PMII – Capacités et tuyauteries – Inspections périodiques

Prescription contrôlée :**> Arrêté ministériel du 04/10/2010****Article 5**

[...] L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent..

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.

L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.[...]

Constats :

À la demande de l'Inspection, l'exploitant a présenté le dernier rapport d'inspection de la tuyauterie « filière directe liquide Salaise 2 » réalisé le 02/08/2024 par le SIR OSIRIS. Ce rapport conclut que la tuyauterie est dans un état satisfaisant et qu'elle peut être maintenue en service.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : PMII – Recensement des réservoirs cryogéniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, PMII – Recensement des réservoirs cryogéniques
Prescription contrôlée : > <u>Arrêté ministériel du 04/10/2010</u> <u>Article 3</u> <i>Pour l'application du présent article, on entend par :</i> <i>Réservoir atmosphérique : réservoir dont la pression relative de stockage est inférieure ou égale à 500 mbars.</i> <i>Basse température : température de service inférieure ou égale à - 10 °C.</i> <i>Les dispositions du présent article sont applicables :</i> <i>- à tout réservoir atmosphérique à basse température de stockage de gaz liquéfiés toxiques ou inflammables ou d'oxygène présent au sein d'un « établissement comportant au moins une installation seuil bas ou seuil haut définie à l'article R. 511-10 du code de l'environnement » ;</i> <i>- à tout réservoir de gaz de distillation des gaz de l'air (autre que l'oxygène) liquéfié, lorsque le volume de liquide susceptible d'y être stocké est supérieur à 2 000 m³.</i> <i>L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.</i> <i>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir.</i> <i>Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède à une inspection interne tous les quinze ans.</i> <i>[...]</i> <i>Pour les réservoirs mis en service à compter du 1er janvier 2011 :</i> <i>- le programme d'inspection est défini au plus tard douze mois après la date de mise en service ;[...]</i>
Constats : L'exploitant a indiqué ne pas avoir de réservoir cryogénique sur son site soumis au PMII.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : PMII – Recensement des MMRI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, PMII – Recensement des MMRI
Prescription contrôlée : > <u>Arrêté ministériel du 04/10/2010</u> <u>Article 7</u> <i>Le présent article est applicable aux mesures de maîtrise des risques, c'est-à-dire aux ensembles d'éléments techniques et/ou organisationnels nécessaires et suffisants pour assurer une fonction de sécurité, faisant appel à de l'instrumentation de sécurité visées par l'article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé et présentes au</i>

sein d'un « établissement comportant au moins une installation seuil bas ou seuil haut définie à l'article R. 511-10 du code de l'environnement ».[...]
Constats : Cf. Annexe confidentielle
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Suite de la pollution accidentelle du 24/11/2025

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-69		
Thème(s) : Risques accidentels, Suite de la pollution accidentelle du 24/11/2025		
Prescription contrôlée : <u>Article R. 512-69 du Code de l'environnement</u> [...] Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées. [...]		
Constats : Pour rappel, un déversement accidentel de fioul domestique dans le canal de dérivation du Rhône s'est produit le 24 novembre 2025. Ce déversement a été provoqué par l'écoulement de fioul domestique (FOD) provenant d'une vanne de purge laissée ouverte lors du redémarrage de l'unité Salaise 2. Une partie du FOD a été retenue par un caniveau borgne spécifiquement conçu pour la récupération des purges. Toutefois, un surplus résiduel, estimé entre 1 430 et 1 830 litres, a atteint une plaque d'égout reliée au réseau d'eaux pluviales, conduisant à un rejet vers le canal du Rhône. Dans son rapport d'accident transmis le 09 janvier 2026, l'exploitant annonce des actions correctives avec des délais de mise en œuvre. L'Inspection a contrôlé la mise en œuvre des actions correctives annoncées.		
Actions proposées	Délais annoncés	Constats
<u>Surveillance du caniveau</u> : mise en place d'un détecteur de niveau et d'irisation, équipé d'une alarme locale et d'un report d'alarme en salle de contrôle, installé dans le puisard du caniveau borgne.	01/03/2026	Lors de la présente visite, le détecteur de niveau et d'irisation n'était pas encore en place dans le puisard du caniveau borgne. Le délai annoncé n'est pas respecté. <u>Demande de justificatifs n°4 :</u> L'exploitant transmettra le justificatif de mise en place du détecteur de niveau et d'irisation, équipé d'une alarme locale et d'un report d'alarme en salle de contrôle, dans le puisard du caniveau borgne.

Révision de la procédure de redémarrage <u>S2</u> : intégration d'un point bloquant imposant la fermeture et la consignation de l'ensemble des « purges », dans le strict respect de la procédure de consignation en vigueur.	01/02/2026	L'exploitant a présenté sa procédure de redémarrage de l'unité Salaise 2. Il a notamment été ajouté dans cette procédure une vérification de la position de la vanne de purge. L'action corrective a bien été réalisée.
<u>Rappel formel aux équipes</u> : mise en œuvre systématique de la condamnation des installations lors de toute mise à l'arrêt.	31/01/2026	Cette action corrective n'a pas été contrôlée lors de la présente inspection.
<u>Audit systématique du registre de consignation (LOTO)</u> : lors des phases d'arrêt, réalisé par le responsable zone attitré ou le technicien QSSE de l'UAP.	01/03/2026	Cette action corrective n'a pas été contrôlée lors de la présente inspection.
<u>Réalisation d'une communication spécifique</u> relative à la condamnation des équipements, à destination de l'ensemble des équipes d'exploitation et de maintenance.	Réalisée le 19/12/25	Cette action corrective n'a pas été contrôlée lors de la présente inspection.
<u>Plaque d'égout</u> : mise en œuvre d'une isolation de la plaque par obturation totale (béton).	Réalisée le 12/12/25	L'Inspection a constaté la condamnation effective de la plaque d'égout par un revêtement béton. L'action corrective a bien été réalisée.
<u>Contrôle réseau</u> : Identification et isolement hydraulique des regards de l'axe du réseau d'eau process voirie sur ce secteur (SL3 → SL2 -> vers bassins), afin d'empêcher tout déversement accidentel vers le réseau d'eaux pluviales.	01/03/2026	L'exploitant a indiqué avoir identifié un autre regard d'eaux pluviales de toiture sur Salaise 2 qui pourrait constituer une voie de pollution du canal du Rhône en cas de déversement accidentel à proximité. La solution pour l'isoler de manière pérenne n'a pas encore été définie. Dans l'attente, l'Inspection a constaté que l'exploitant a entouré ce regard de boudins absorbants. L'exploitant a indiqué ne pas avoir encore finalisé la vérification de l'ensemble des regards du site. <u>Demande de justificatifs n°5</u>: L'exploitant précisera les actions correctives mises en œuvre pour isoler les regards identifiés susceptibles de constituer des voies de pollution du canal du Rhône.
<u>Contrôle réseau</u> : Vérification de l'adéquation entre les effluents, les réseaux et les exutoires, à la fois sur les plans et par contrôle physique sur site.	30/09/2026	Le contrôle des réseaux du site est en cours.

Exutoires vers le canal du Rhône (S1 et S3) : mise en place d'obturateurs de sécurité et création d'une consigne spécifique d'utilisation.	01/03/2026	<p>Les obturateurs des réseaux d'eaux pluviales n'ont pas encore été mis en place. Le délai annoncé n'est pas respecté.</p> <p><u>Demande de justificatifs n°6</u> : L'exploitant transmettra le justificatif de mise en place des obturateurs des réseaux d'eaux pluviales.</p>
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant		
Proposition de délais : 3 mois		